
Bureau Sous régional pour l'Afrique de l'Ouest
Comité Intergouvernemental des Hauts
Fonctionnaires et Experts pour l'Afrique de
l'Ouest
Vingt-neuvième session
28-30 octobre 2026

Document de référence

sur :

**Libérer le potentiel des jeunes en Afrique de l'Ouest : leviers pour
l'emploi, la transformation économique et la résilience**

1. Contexte

On s'attend à ce que l'Afrique de l'Ouest maintienne une croissance économique relativement robuste à moyen terme, avec un taux de croissance du PIB projeté passant de 4,6 % en 2024 à 4,7 % en 2027¹. Un tel rythme placerait l'Afrique de l'Ouest parmi les sous-régions les plus dynamiques du continent, aux côtés de l'Afrique de l'Est. Toutefois, cette croissance demeure marquée par une inflation persistante, estimée à 17,7 % en 2025, soit le taux le plus élevé du continent. Parallèlement, une amélioration est attendue en 2026, avec une prévision de 12,3 %, traduisant un allègement des pressions inflationnistes. Le déficit budgétaire reste globalement stable, estimé à 2,6 % du PIB en 2025. Cependant, les vulnérabilités demeurent élevées, reflétant d'importantes disparités entre les pays. Bien que le ratio dette/PIB régional reste modéré, à environ 49,7 %, certains pays supportent des charges de dette nettement plus lourdes, réduisant leur marge de manœuvre budgétaire face aux chocs externes. En mars 2026, cinq des quinze pays d'Afrique de l'Ouest étaient considérés comme présentant un risque élevé de surendettement².

Les pays d'Afrique de l'Ouest enregistrent des progrès dans 12 des 17 Objectifs de développement durable, en particulier les Objectifs 1 (élimination de la pauvreté), 2 (faim zéro), 3 (bonne santé et bien-être), 4 (éducation de qualité), 5 (égalité de genre), 6 (eau potable et assainissement), 7 (énergie propre et d'un coût abordable), 8 (travail décent et croissance économique), 9 (industrie, innovation et infrastructures), 10 (réduction des inégalités), 14 (vie aquatique) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs). Toutefois, le rythme des avancées demeure insuffisant pour atteindre l'ensemble des objectifs d'ici à 2030.

La sous-région est confrontée à des défis structurels en matière de développement. En 2026, seuls quatre pays d'Afrique de l'Ouest ont enregistré un PIB par habitant, en prix courants, supérieur à la moyenne de 2 000 USD, tandis que les moyennes régionales en Afrique du Nord et en Asie du

¹ Fonds monétaire international, *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne — Des acquis durement obtenus sous pression* (Washington, D.C., avril 2026). Disponible à l'adresse <https://www.imf.org/-/media/files/publications/reo/afr/2026/april/english/text.pdf> (accessed on July 23, 2026).

² Fonds monétaire international, « Liste des analyses de viabilité de la dette (AVD) pour les pays admissibles au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) », au 31 mars 2026. Disponible à l'adresse <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/dsalist.pdf> (accessed on 25 July 2026).

Sud-Est étaient plus que doublées, atteignant respectivement 4 880 USD et 6 440 USD³. Cette situation soulève une question importante et urgente quant au caractère inclusif de cette croissance et à la juste répartition de ses bénéfices au sein des populations. Par ailleurs, les chocs récents ont mis sous pression la trajectoire de croissance économique régionale et menacent de compromettre les acquis durement obtenus. La CEDEAO a enregistré une contraction de son taux de croissance du PIB en 2020, atteignant -4,4 %, principalement imputable à la pandémie de COVID-19. Le rythme de croissance de la sous-région a également ralenti en 2023, marqué par une forte inflation, puis en 2026⁴, reflétant l'impact de la guerre en Ukraine et l'incertitude liée aux turbulences persistantes au Moyen-Orient. Dans ce contexte, il est crucial de traiter la question essentielle de la résilience face aux chocs externes. Plus largement, il importe d'évaluer et de discuter de la capacité des pays d'Afrique de l'Ouest à résister à la fois aux défis internes et aux chocs externes, afin de garantir une accélération du développement durable.

À cet égard, la région dispose d'un atout majeur : une population jeune nombreuse et le potentiel de dividende démographique qui y est associé. En moyenne, les personnes âgées de moins de 25 ans représentent 60,9 % de la population de la sous-région en 2026. Cette proportion varie sensiblement d'un pays à l'autre, allant de 41,42 % au Cap Vert à 66,59 % au Niger en 2026⁵. Ce profil démographique constitue une opportunité unique pour accélérer la croissance économique grâce au dividende démographique. La concrétisation de ce potentiel exige des investissements soutenus dans une éducation de qualité, des services de santé performants, le développement des compétences et la création d'emplois productifs capables d'absorber une main-d'œuvre en expansion.

Dans ce contexte complexe et en constante évolution, la région est confrontée à des crises qui se chevauchent : tensions géopolitiques affectant les marchés mondiaux de l'énergie et de l'alimentation, insécurité persistante dans le Sahel, chocs climatiques, rétrécissement de l'espace

³ Fonds monétaire international, *Base de données des Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2026 : PIB par habitant, prix courants (Washington, D.C. : Fonds monétaire international, 2026). Disponible à l'adresse <https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPDPC@WEO/OEMDC/ADVEC/WEOWORLD/LUX> (accessed on 25 July 2026).

⁴ Fonds monétaire international, *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne — Des acquis durement obtenus sous pression*, avril 2026.

⁵ CEA, Nations Unies, « Agrégats spéciaux : groupes d'âge sélectionnés », *Perspectives de la population mondiale*, base de données 2024. Disponible à l'adresse <https://population.un.org/wpp/downloads?folder=Special%20Aggregates&group=Economic%20and%20trading%20groups>.

budgétaire et défis liés à l'endettement. Ces dynamiques soulignent l'importance de renforcer la résilience économique, budgétaire et institutionnelle, tout en intégrant le nexus humanitaire-développement-paix (HDP) dans les réponses politiques.

2. Enjeux majeurs

2.1 Tendances démographiques et de l'emploi en Afrique de l'Ouest

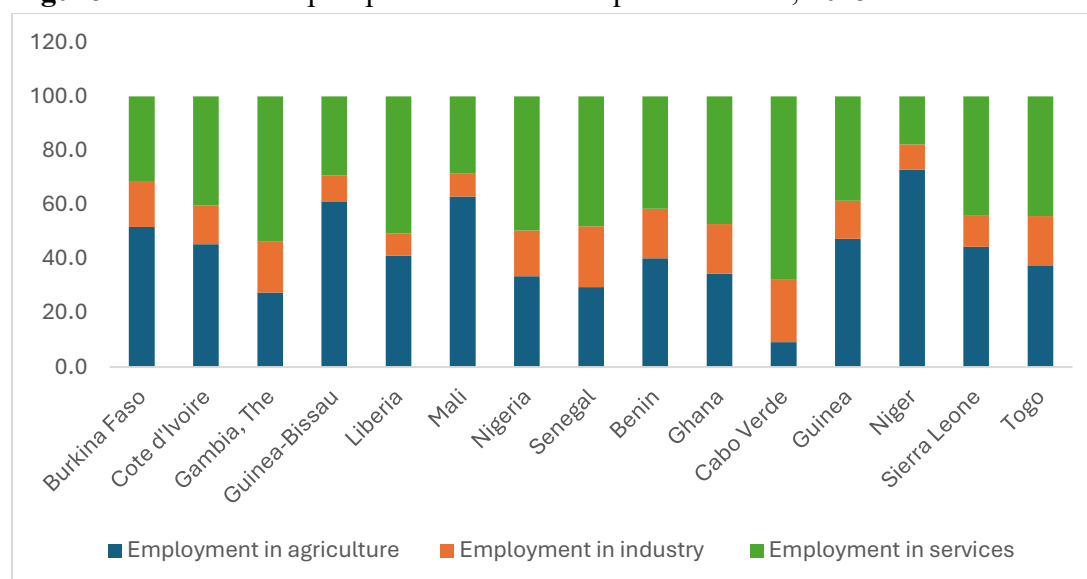
Avec une population estimée à 446 millions d'habitants en 2023, l'Afrique de l'Ouest représente près de 30 % de la population du continent africain. La sous-région se distingue comme l'une des plus jeunes au monde, avec un âge médian de 17,8 ans. Elle connaît une croissance démographique rapide, à un rythme annuel de 2,28 %, combinée à un taux de fécondité élevé de 4,44 enfants par femme. L'espérance de vie demeure faible, à 58,3 ans, tandis que la mortalité infantile (60,3 pour 1 000 naissances vivantes) et la mortalité des enfants de moins de cinq ans (90 pour 1 000) figurent parmi les plus élevées du continent. Ces tendances traduisent à la fois l'ampleur du poids démographique des jeunes générations et les lacunes persistantes en matière de développement du capital humain.

Combinée à une urbanisation rapide, cette croissance démographique accentue la demande locale en produits agricoles transformés et en services, entre autres. Cette dynamique met en évidence la nécessité de tirer parti du dividende démographique par des investissements massifs dans l'éducation, le secteur de la santé et les secteurs productifs, afin de créer des emplois pour une jeunesse en forte expansion.

Dans l'ensemble de la sous-région, les structures de l'emploi demeurent fortement concentrées dans des secteurs à faible productivité, traduisant un processus de transformation structurelle encore incomplet. Comme l'illustre la figure 1, l'agriculture absorbe en moyenne une part substantielle de la main-d'œuvre, dépassant 50 % dans des pays tels que le Niger (73,0 %), le Mali (63,0 %) et la Guinée-Bissau (61,1 %). Cette proportion reste significative même dans des économies relativement diversifiées comme la Côte d'Ivoire (45,4 %) et le Bénin (40,2 %). À l'inverse, l'emploi industriel demeure systématiquement faible dans la région, généralement inférieur à 20 %, seuls quelques pays tels que le Sénégal (22,5 %) et le Cap Vert (23,1 %) affichant

des parts modestement plus élevées. Les services représentent une part croissante mais hétérogène de l'emploi, allant de 17,7 % au Niger à 67,7 % au Cap Vert, et avoisinant la moitié de l'emploi total au Nigéria (49,5 %), au Ghana (47,2 %) et au Sénégal (47,9 %). Ce schéma suggère que, bien qu'un certain rééquilibrage de la main-d'œuvre hors de l'agriculture soit en cours, une grande partie de cette réallocation se dirige vers des activités de services informels et à faible productivité, plutôt que vers des secteurs industriels à forte valeur ajoutée. Il apparaît dès lors essentiel de renforcer la transformation agro-alimentaire, d'élargir les capacités industrielles et d'améliorer la qualité des emplois dans le secteur des services.

Figure 1 : Part de l'emploi par secteur en Afrique de l'Ouest, 2025



Source : Banque mondiale, Base de données des indicateurs de développement dans le monde. Disponible à l'adresse : <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators> (consulté le 25 Mai 2026).

L'Afrique de l'Ouest présente des conditions relativement stables sur le marché du travail, avec un taux de chômage moyen estimé à 2,9 % en 2026⁶. Toutefois, d'importantes disparités persistent entre les pays. La majorité se situe entre 2 % et 3,5 %, notamment le Nigéria (3,06 %), le Ghana (2,98 %), le Sénégal (2,74 %) et la Côte d'Ivoire (2,32 %), traduisant des structures de marché du travail globalement similaires. Certains pays affichent des niveaux plus élevés, tels que la Gambie

⁶ Organisation internationale du Travail, "Taux de chômage par sexe et âge – Estimations modélisées de l'OIT, nov. 2025 (%) – Annuel", Base de données statistiques de l'OIT. Disponible à l'adresse : https://rshiny.ilo.org/dataexplorer52/?lang=en&segment=indicator&id=UNE_2EAP_SEX_AGE_RT_A&channel=ilostat (consulté le 17 Juillet 2026).

(6,52 %) et la Guinée (5,16 %), révélant des pressions plus fortes sur leurs marchés du travail. Dans le même temps, des taux très faibles sont observés au Niger (0,39 %) et au Bénin (1,59 %), ce qui peut refléter l'importance du secteur informel. Le Cap Vert constitue un cas particulier, avec un taux de chômage de 11,94 %, nettement supérieur à la moyenne régionale. Par ailleurs, le taux de chômage global masque des défis structurels majeurs. L'emploi informel constitue la principale source de moyens de subsistance, représentant environ 91 % de l'emploi total en Afrique de l'Ouest en 2026⁷. Ce niveau est supérieur aux estimations pour l'ensemble du continent africain (84,3 %) et pour le monde (57,9 %) la même année. Par ailleurs, les marchés du travail en Afrique de l'Ouest génèrent des effets d'entraînement majeurs sur les perspectives de croissance inclusive et sur les politiques d'emploi en faveur des jeunes.

Les ratios emploi-population des jeunes en Afrique de l'Ouest indiquent une participation modérée mais très inégale au marché du travail, avec une moyenne régionale d'environ 42 % en 2025. Ce niveau reflète à la fois les pressions démographiques et les contraintes structurelles pesant sur la création d'emplois en 2025⁸. Les disparités entre pays sont significatives : des ratios très élevés au Niger (70,4 %) et au Nigéria (61,3 %), ainsi que des niveaux relativement forts au Libéria (54,0 %), au Mali (50,7 %) et au Bénin (51,0 %), traduisent une large participation des jeunes, souvent concentrée dans des activités informelles ou agricoles à faible productivité plutôt que dans l'emploi formel. À l'inverse, des ratios plus faibles au Cap Vert (22,0 %), en Guinée (24,1 %), au Togo (23,7 %) et en Gambie (27,4 %) révèlent une absorption limitée de la main-d'œuvre ou une inactivité plus élevée des jeunes. Les pays intermédiaires, tels que la Côte d'Ivoire (35,1 %) et le Sénégal (30,4 %), illustrent des marchés du travail en transition.

2.2 Transformation économique et résilience en Afrique de l'Ouest

L'industrialisation inclusive et durable est reconnue comme une source essentielle de diversification économique, de génération de revenus, de création d'emplois et d'amélioration des

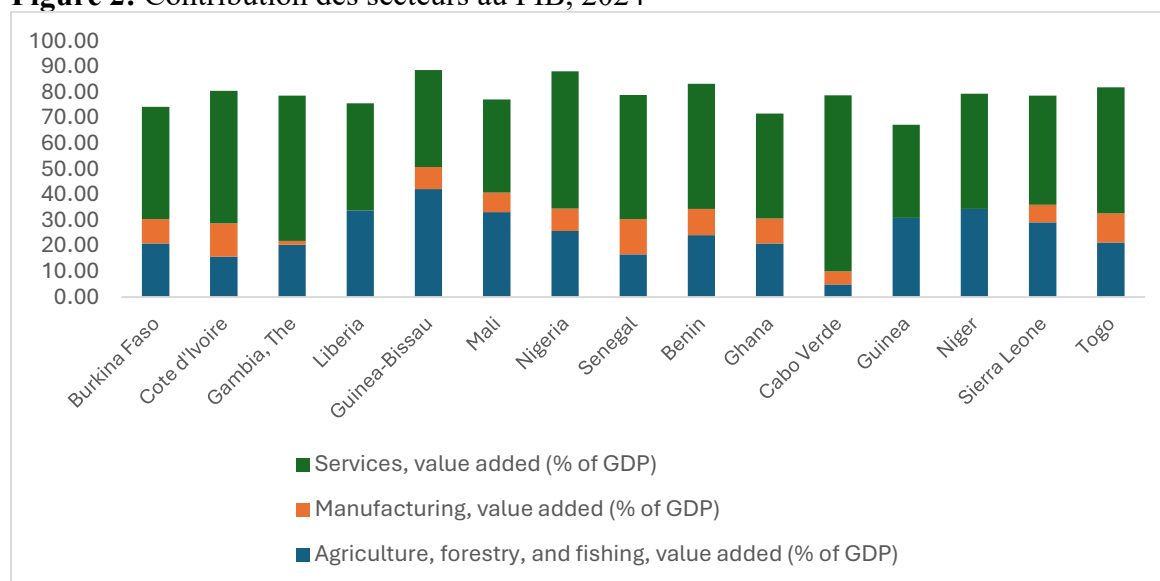
⁷ Organisation internationale du Travail, "Taux d'emploi informel par sexe – Estimations modélisées de l'OIT, nov. 2025 (%) – Annuel", Base de données statistiques de l'OIT. Disponible à l'adresse : https://rshiny.ilo.org/dataexplorer09/?lang=en&segment=indicator&id=EMP_2IFL_SEX_RT_A&channel=ilostat (consulté le 17 juillet 2026).

⁸ Banque mondiale, Base de données des Indicateurs du développement dans le monde. Disponible à l'adresse : <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators> (consulté le 25 mai 2026).

conditions de vie décentes pour l'ensemble des populations, conformément à l'Agenda 2030 des Objectifs de développement durable (ODD) et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

En 2024, la composition sectorielle des économies ouest-africaines reflète une transformation structurelle limitée et inégale. Les services dominent généralement, représentant environ 45 à 55 % du PIB, tandis que l'agriculture conserve un poids significatif (20 à 35 %) et que la part de l'industrie manufacturière demeure relativement faible (souvent inférieure à 15 %). Cette configuration met en évidence les défis persistants en matière de diversification économique. Certains pays, tels que la Côte d'Ivoire (services : 51,9 %, industrie manufacturière : 12,9 %, agriculture : 15,9 %) et le Nigéria (services : 53,7 %, agriculture : 25,9 %, industrie manufacturière : 8,7 %), présentent des économies relativement plus diversifiées que d'autres pays de la sous-région (voir figure 2). Parallèlement, des pays comme la Guinée-Bissau (42,2 %), le Mali (33,3 %) et le Niger (34,5 %) restent fortement dépendants de l'agriculture. Du côté industriel, les performances demeurent faibles dans l'ensemble de la région : la part de l'industrie manufacturière dépasse rarement 10 %, à l'exception de quelques pays tels que le Sénégal (13,9 %) et le Togo (11,4 %). Cela traduit une base industrielle étroite dans la sous-région. Les économies dominées par les services se retrouvent notamment au Cap Vert (68,7 %) et en Gambie (56,8 %), probablement portées par le tourisme et les services informels plutôt que par des secteurs diversifiés à forte productivité. Dans l'ensemble, les données indiquent que des signes de diversification apparaissent progressivement, mais que la plupart des économies restent structurellement contraintes, avec une dépendance persistante à l'agriculture et de faibles niveaux d'industrialisation, ce qui limite la transformation économique à grande échelle.

Figure 2: Contribution des secteurs au PIB, 2024



Source: Banque mondiale, Base de données des Indicateurs du développement dans le monde. Disponible à l'adresse <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators> (consulté le 19 Mai 2026).

Les données sur l'emploi présentées ci-dessus mettent en évidence un changement structurel partiel et inégal, marqué par une expansion limitée de la fabrication et de l'industrie moderne, ainsi qu'une tertiarisation prématurée des économies. Accélérer la transformation en Afrique de l'Ouest nécessitera donc des politiques favorisant un changement structurel axé sur la productivité, notamment par le renforcement de la transformation agro-alimentaire, l'élargissement des capacités industrielles et l'amélioration de la qualité des emplois dans le secteur des services.

Dans l'ensemble, la structure de l'emploi et la composition sectorielle de l'économie ouest-africaine mettent en évidence un défi majeur pour la diversification et la transformation économiques : bien que de nombreux jeunes soient actifs, ils restent souvent concentrés dans des activités à faible valeur ajoutée, en particulier l'agriculture et les services informels, plutôt que dans des secteurs à plus forte productivité tels que l'industrie manufacturière, ce qui affecte même ceux disposant d'un enseignement supérieur. Cela suggère que l'accélération de la transformation structurelle exigera non seulement la création d'emplois, mais aussi une réorientation de l'emploi des jeunes vers des secteurs plus diversifiés, productifs et industriels, afin de tirer pleinement parti du potentiel démographique de la région.

A. Opportunités pour l’Afrique de l’Ouest de stimuler la transformation économique

Mettre à profit l’abondance des ressources naturelles

L’Afrique de l’Ouest dispose d’abondantes ressources naturelles, notamment en pétrole, en minerais et en produits agricoles. Une récente publication de la Banque mondiale⁹ indique que les gisements miniers sont répartis de manière inégale à l’échelle mondiale, l’Afrique représentant environ 22 % de la superficie terrestre et détenant des parts significatives de minerais clés, dont 34 % de l’or mondial, 23 % de l’uranium, 16 % du minerai de fer et 14 % du charbon. Au sein du continent, l’Afrique de l’Ouest se distingue particulièrement par son potentiel aurifère, avec 599,1 millions d’onces d’or, ce qui en fait l’une des principales régions aurifères, dépassant largement l’Afrique du Nord (23,5 millions d’onces) et l’Afrique centrale (88,8 millions d’onces). La sous-région détient également des quantités notables de charbon (1 696,9 Mt) et de minerai de fer (29 330,1 Mt), renforçant son importance dans le domaine énergétique et des minerais industriels. L’Afrique de l’Ouest joue ainsi un rôle crucial dans l’économie minière du continent et constitue une base stratégique pour une croissance tirée par les exportations. Il est donc essentiel que la sous-région valorise ces atouts en faveur de la diversification et du développement industriel à forte valeur ajoutée.

Tirer parti du potentiel d’une population jeune nombreuse

Les dynamiques démographiques jouent un rôle majeur dans la configuration du paysage du développement en Afrique de l’Ouest. Avec la moitié de la population âgée de 18 ans ou moins, la sous-région se caractérise par une jeunesse nombreuse, offrant un potentiel significatif pour la constitution d’une vaste main-d’œuvre. La présence d’une population jeune constitue un atout, car elle contribue à la croissance économique, entraînant une augmentation des revenus et de l’emploi. Ces dynamiques démographiques ont le potentiel de modifier la trajectoire du développement en libérant tout le potentiel de la jeunesse pour stimuler le progrès socio-économique.

La tendance croissante de la population en âge de travailler en Afrique de l’Ouest pourrait entraîner une baisse du ratio de dépendance et favoriser une augmentation de la production, de l’épargne et

⁹ Guj, P., Schoder, R., Bocoum, B., & Cust, J. (2025). Ressources minérales de l’Afrique. Banque mondiale. Disponible à l’adresse : <https://documents.worldbank.org>

de l'investissement. Toutefois, le dividende démographique n'est pas automatique. En l'absence de politiques appropriées, l'accroissement de la part de la population active risque de se traduire par une montée du chômage et d'alimenter des risques économiques et sociaux.

Accélérer l'opérationnalisation de l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offre une opportunité d'accélérer la transformation structurelle et la diversification économique des économies ouest-africaines, en renforçant les chaînes de valeur nationales et régionales et, ce faisant, en améliorant à la fois le commerce intra-africain et les capacités de production.

Le rapport sur le commerce africain 2025 de l'Afreximbank indique que l'Afrique de l'Ouest était la deuxième sous-région commerçante intra-africaine en 2024, portée par les solides performances de la Côte d'Ivoire, du Nigéria et du Mali. Le potentiel d'exportation de l'Afrique de l'Ouest vers le reste du continent était estimé à 7,23 milliards de dollars en 2024, sur un potentiel total de 13 milliards de dollars, ce qui confirme la capacité significative encore inexploitée de la région en matière de commerce intra-africain. Les produits présentant le plus grand potentiel d'exportation sont les produits alimentaires transformés (1 milliard de dollars), les poissons et crustacés (0,4 milliard), les engrais (0,3 milliard) et les produits de beauté (0,3 milliard)¹⁰. Ces produits agro-industriels et semi-transformés mettent en évidence l'avantage comparatif de la région dans le commerce à valeur ajoutée et l'importance de réduire la dépendance excessive aux exportations de matières premières. Ces produits prioritaires représentaient 4,4 milliards de dollars de potentiel d'exportation, soit 34 % du potentiel global de la région.

B. Défis de l'Afrique de l'Ouest pour stimuler la transformation économique

Comblar le déficit en infrastructures

Le manque d'accès aux infrastructures limite les gains de productivité, engendre des retards, freine la participation des petites et moyennes entreprises et entrave le développement industriel. Le

¹⁰ Banque africaine d'import-export (Afreximbank). (2025). Rapport sur le commerce africain 2025 : Le commerce africain dans une architecture financière mondiale en mutation. Afreximbank. Disponible à : <https://www.afreximbank.com/>

développement stratégique de corridors transfrontaliers est crucial pour élargir le marché régional et créer des opportunités d'emploi pour les jeunes.

L'accès aux infrastructures en Afrique de l'Ouest demeure inégal mais s'améliore progressivement, avec des implications importantes pour la diversification et la transformation économiques. L'accès à l'électricité varie fortement, allant de niveaux très faibles au Niger (20,1 %) et au Burkina Faso (21,7 %) à une couverture relativement élevée au Ghana (89,5 %) et quasi universelle au Cap Vert (98,6 %), tandis que la plupart des pays se situent dans une fourchette intermédiaire (50–70 %), notamment le Nigéria (61,2 %) et le Sénégal (74,2 %). De même, l'inclusion numérique progresse mais reste inégale, avec une utilisation d'Internet supérieure à 70 % au Ghana et au Cap Vert, contre moins de 20 % au Niger, et des niveaux modérés (30–50 %) dans des pays tels que la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Togo¹¹. Ces disparités mettent en évidence une contrainte structurelle à la diversification. Les pays disposant d'infrastructures relativement meilleures, tels que le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, sont mieux placés pour faire avancer la transformation structurelle et créer des emplois productifs pour les jeunes que les autres pays dont les infrastructures sont faibles et les économies davantage dépendantes de l'agriculture.

Gérer les défis sécuritaires, climatiques et les chocs externes

La réussite de la transformation économique et de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest dépend de la capacité à relever les défis sécuritaires dans la sous-région. L'insécurité constitue l'un des principaux obstacles au développement économique global de l'Afrique de l'Ouest, et il est essentiel d'en traiter les causes profondes afin de garantir un développement durable. Parmi les causes potentielles de ces conflits figurent la pauvreté, les inégalités et la compétition pour des ressources limitées.

La sous-région constitue l'épicentre d'une crise croissante, marquée par la violence armée et l'insécurité qui plongent des millions de personnes dans une pauvreté accrue, sous la pression démographique et l'insécurité alimentaire. La région du Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger) continue de connaître une détérioration de la situation sécuritaire, alimentée par des conflits prolongés et des chocs climatiques récurrents, qui aggravent l'insécurité alimentaire et la fragilité

¹¹ Banque mondiale, Base de données des Indicateurs du développement dans le monde. Disponible à l'adresse : <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators> (accessed on 19 May 2026).

économique sous-jacente. La réponse à ces défis sécuritaires requiert une approche inclusive et durable, impliquant l'ensemble des parties prenantes, notamment les jeunes, les femmes et la société civile, dans les initiatives de consolidation de la paix et de gouvernance. Par ailleurs, les chocs externes, tels que la crise en cours au Moyen-Orient, pourraient ralentir le rythme de la transformation économique de la sous-région en augmentant les coûts de transport maritime, en perturbant les échanges commerciaux et en fragilisant les monnaies. Ces chocs externes peuvent également avoir un effet positif, en agissant comme catalyseur de l'intégration régionale, en incitant les pays ouest-africains à renforcer les chaînes d'approvisionnement, à transformer les matières premières par la création de valeur ajoutée et à financer leur propre développement.

3. Questions de politique à débattre

- i. Quels sont les principaux facteurs expliquant la faible transformation économique en Afrique de l'Ouest ?
- ii. Comment l'Afrique de l'Ouest peut-elle tirer parti de sa population jeune, de ses ressources naturelles et de la Zone de libre-échange continentale africaine pour stimuler sa transformation économique ?
- iii. Comment les pays ouest-africains peuvent-ils réduire leur vulnérabilité et renforcer leur résilience face aux chocs mondiaux ?
- iv. Comment l'Afrique de l'Ouest peut-elle accélérer le développement des chaînes de valeur transfrontalières ? Quelle politique devrait être adoptée ?